

Bruxelles, le 27.10.2017
C(2017) 7281 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 27.10.2017

**relative au programme d'action annuel 2017 en faveur de la Mauritanie
à financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 27.10.2017

relative au programme d'action annuel 2017 en faveur de la Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9 paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la Mauritanie pour la période 2014-2020³, qui établit les trois secteurs d'intervention suivants: (i) sécurité alimentaire et agriculture durable, (ii) État de droit, (iii) santé.
- (2) Le programme d'action annuel financé au titre du 11^e Fonds européen de développement⁴ vise à contribuer aux priorités (i) et (ii) mentionnées dans le considérant (1) ci-dessus.
- (3) L'action intitulée « Renforcement des investissements productifs et énergétiques en Mauritanie pour le développement durable des zones rurales » vise à lutter contre la pauvreté en améliorant les conditions de productions agricole et pastorale ainsi que l'accès à l'énergie renouvelable dans la zone d'intervention. Le projet sera mis en œuvre par le biais d'une gestion indirecte par convention de délégation avec deux agences des États membres de l'UE: la Coopération technique belge et l'Agence française de développement.
- (4) L'action intitulée « Programme d'appui à la réforme de la justice » a pour objectif général l'amélioration de l'État de droit, via la promotion de la bonne gouvernance et la protection des droits humains en Mauritanie et il poursuit deux objectifs spécifiques: (i) la réforme en profondeur du système judiciaire et pénitentiaire mauritanien, en vue de le rendre à la fois plus efficace et plus respectueux des droits humains; et (ii) la promotion d'une justice indépendante, crédible, sensible au genre et proche du citoyen. Le projet sera mis en œuvre par le biais d'une gestion indirecte avec le gouvernement mauritanien et via trois subventions directes accordées respectivement au groupement

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie, C(2014)3644 final, 12.6.2014.

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

d'intérêt public « Justice Coopération internationale ». (GIP-JCI), au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et au Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

- (5) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁵ applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (6) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323. Le programme de travail est énoncé dans l'annexe 2 à la présente décision.
- (7) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte aux entités désignées dans l'annexe 1 à la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que ces entités garantissent un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. Ces entités respectent les conditions énoncées à l'article 60, paragraphe 2, premier alinéa, points a) à d), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et les mesures de supervision et de soutien nécessaires sont en place.
- (8) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 17, du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe 2.
- (9) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies.
- (10) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (11) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

⁵ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative au programme d'action annuel 2017 en faveur de la Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement, présentée en annexe, est adoptée.

Le programme comporte les actions suivantes:

- Annexe 1: Renforcement des investissements productifs et énergétiques en Mauritanie pour le développement durable des zones rurales - RIMDIR;
- Annexe 2: Programme d'appui à la réforme de la justice – PARJ.

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1^{er} est fixée à 47 600 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée dans les annexes de la présente décision, sous réserve de la conclusion des conventions de délégation y afférentes.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans les annexes.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu des articles 2, paragraphe 1, et 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les extensions de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévu est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 27.10.2017

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission